

Ecrit par le 22 juillet 2024

# La Commission européenne valide 117M€ pour la région Paca



**[Renaud Muselier](#), président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et également président des [Régions de France](#), a négocié les contours du futur partenariat avec la Commission européenne: 117M€ ont été validés pour la [Région Sud](#).**

La validation de la stratégie du Plan de relance européen (React-EU) fait de la Région la première de France à pouvoir lancer des appels à projets sur des Fonds européens. 117M€ à consommer d'ici 2023 sont ainsi mis à la disposition des acteurs régionaux pour financer des projets de transition écologique et numérique, le fonds de roulement des PME (Petites et moyennes entreprises) et sa politique de santé.

La réunion de travail, regroupant la Commissaire européenne en charge de la Cohésion et des réformes, Elisa Ferreira, la ministre en charge de la Cohésion des territoires et des collectivités territoriales, [Jacqueline Gourault](#), et le Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, [Clément Beaune](#), a déterminé les montants et les critères d'éligibilités sur la programmation 2021-2027.

Ecrit par le 22 juillet 2024

## Le Feder en appui à la recherche

Les conditions d'intervention du [Feder](#) (Fonds européen de développement régional) en faveur des projets de recherche étaient également à l'ordre du jour, évoquant la nécessité de « renouveler le soutien à des projets innovants et structurants pour le territoire régional, comme les projets de production d'hydrogène vert, d'éolien flottant, ou de réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables. »

Pour le programme 2014-2020, les Fonds européens gérés par la Région représentaient alors 431M€, dont 126,2M€ dédiés à la recherche et l'innovation ; 43,6M€ aux services numériques ; 84,4M€ à la transition énergétique ; 20,2M€ à l'inclusion sociale et 141,5M€ à l'éducation et la formation.

## Mobilité douce et numérisation

Notamment au centre des échanges: l'éligibilité des projets de mobilité durable en zone urbaine, notamment pour atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de transition énergétique et climatique. « Ces objectifs, fixés par la Commission dans le [Pacte Vert](#), ne pourront se faire sans accompagner les principaux émetteurs de Co2 dans leur transition écologique, déclare Renaud Muselier. Des premiers appels à projets, lancés en mars, pour financer des projets de mobilité douce et le développement du numérique dans les communes seront suivis d'appels au mois de mai en faveur de la numérisation dans les collèges et les lycées et le soutien aux PME régionales. »

## 14 projets financés en Vaucluse

Dans le cadre du Contrat-Région 2021-2027, la région Paca engage par ailleurs [130M€ pour 14 projets en Vaucluse](#). Parmi ces derniers figurent notamment la mise en œuvre du Grand site de Fontaine de Vaucluse ou la construction du Pôle de recherche et de conservation du patrimoine vauclusien.

Concernant le '[Sommet des Villes et des Régions européennes](#)' ayant lieu début 2022, sa tenue a été confirmée à Marseille. L'événement phare réunira plus de 15 000 élus locaux en provenance de toute l'Europe.

---

# « Un budget ambitieux et équilibré »

**Le budget primitif 2020 de Vaucluse avec ses 673,4 M€ vient d'être voté par l'assemblée départementale.**

Ecrit par le 22 juillet 2024

«Un budget ambitieux et équilibré », ainsi le qualifie Jean-Baptiste Blanc, le grand argentier de l'hémicycle. « Dans un contexte budgétaire préoccupant et incertain avec la suppression progressive de la taxe d'habitation, le département met en œuvre une gestion rigoureuse de ses dépenses tout en respectant ses missions auprès des habitants (aide sociale, collèges, routes...), en améliorant leur qualité de vie et en préservant l'ensemble des politiques de solidarité humaine et territoriale ».

A titre d'exemple, « le département de Vaucluse bénéficie d'une fiscalité nettement plus basse que ses voisins, avec un taux de taxe foncière inchangé de 15,13% en 2019. Il arrive troisième dans le classement le plus bas des 21 départements de la même strate (24,65% de l'autre côté du Rhône, dans le Gard par exemple) » poursuit Jean-Baptiste Blanc avant de faire le tour des grands postes de dépenses : 188M€ pour le social, dont 103,5 pour le RSA (Revenu de solidarité active). Son coût a été multiplié par 10 depuis 2009 dans le Vaucluse, 6e département le plus pauvre de France. 111M€ pour l'insertion. La masse salariale des 2 207 agents du Conseil départemental s'élève à 128,9M€. Même s'ils sont moins nombreux (2 318 en 2014, à l'arrivée de la nouvelle majorité) avec l'amélioration des salaires, ils sont mieux rémunérés. De fait la dépense augmente mécaniquement de +1,5%. Le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) est doté d'une subvention de 33,6 M€, les collèges de 11,4 M€.

### ■ Côté investissements, le Département ne faiblit pas

Voilà pour le fonctionnement. Côté investissements, le Département ne faiblit pas : 131M€, dont 42,9M€ pour la voirie, 31M€ pour l'aménagement et le développement du territoire et 24 M€ pour le remboursement de la dette. Quant à l'impact du transfert par l'Etat des dépenses d'allocations individuelles de solidarité, entre 2009 et 2020, il représente 566,4M€ en 11 ans, « C'est-à-dire plus d'un demi-milliard d'euros » constate, atterré Jean-Baptiste Blanc.

Après cette présentation détaillée, place aux réactions des élus. A commencer par l'écologiste Sylvie Fabre qui dénonce une « politique de trop petits pas dans le domaine de l'environnement avec un budget de seulement 3M€ pour 2020 ». André Castelli, du Front de Gauche, insiste sur « le désengagement régulier de l'Etat, notamment dans le secteur social comme le RSA. C'est un abandon de la solidarité qui ne permet plus de prendre en compte la détresse de milliers de Vauclusiens ». Le socialiste Jean-François Lovisol, rend surtout hommage aux agents du département venus porter assistance aux riverains d'Apt, Pertuis et La Tour d'Aigues, lors des inondations de début décembre. A l'adresse de Maurice Chabert, le président du Conseil départemental, il déclare : « Vous n'êtes pas le Bon Dieu, mais vous pouvez aider. Vous êtes le garant du service public de proximité, vous ne vous attachez pas seulement à des valeurs comptables d'équilibre, mais à l'aspect humain ».

Écrit par le 22 juillet 2024

Côté Rassemblement national, Hervé de Lépinau affirme que « l'on assiste aux obsèques du département. Chaque année, la caisse à outils de l'État se réduit comme peau de chagrin. Stop aux larmes de crocodile. En 2017, vous avez voté pour celui qui amène les collectivités locales chez l'équarrisseur. Depuis, vous cautionnez une succession de renoncements ». Même son de cloche pour Yann Bompard (Ligue du Sud) : « On assiste à un désir d'euthanasie de la part du gouvernement ».

Finalement, le projet de budget primitif 2020 sera voté (malgré 5 voix contre et 13 abstentions), y compris par le macroniste Sylvain Iordanov qui, pourtant, l'a qualifié de « sans ambition » et par la socialiste Darida Belaïdi qui, elle, l'a trouvé « ambitieux et sain » et qui a conclu : « Au-delà des chiffres et des graphiques, il y a de vrais gens. Et la solidarité est le seul patrimoine de ceux qui n'ont rien ».

*Andrée Brunetti*